

sur divers sujets. Nous verrons en particulier, je l'espère, comment nous pouvons nous concerter en vue de combattre la propagande communiste soviétique au moyen de quelque organisme démocratique.

M. GREEN: Vous voulez dire une propagande visant à battre en brèche le communisme soviétique.

L'hon. M. PEARSON: Vous vous souvenez que, durant la guerre, la guerre psychologique constituait un aspect très important des opérations militaires. Deux mondes différents sont maintenant aux prises et le minimum de ce qui est peut-être désirable est de discuter la question de savoir comment nous pourrions coordonner nos services d'information et de propagande, de manière à renforcer si possible leur valeur actuelle.

M. GREEN: Vous ne voulez dire rien d'autre en parlant de questions sociales à aborder par les nations signataires du Pacte de l'Atlantique-Nord?

L'hon. M. PEARSON: Rien d'autre en ce moment, mais en outre je crois que nous parlerons moins des sujets d'actualité que de quelque organisme de consultation économique. Le Pacte de l'Atlantique-Nord n'établit aucun organisme de ce genre, mais le traité de Bruxelles en établit un.

M. GRAYDON: Monsieur le ministre, est-il juste de supposer, d'après vos observations sur les discussions prévues par la Partie 2 du Pacte de l'Atlantique-Nord relative aux questions économiques et sociales, que la conférence de Londres pourrait prendre les premières mesures requises pour la prolongation du plan Marshall d'aide, sous une direction différente, vu que ce plan prendra fin en 1952, comme vous le savez, et que les événements qui arriveront alors ont fait l'objet de nombreuses discussions? S'agit-il de premières mesures visant à remplacer la direction du plan par une autre et à poursuivre le plan sous un autre nom?

L'hon. M. PEARSON: Je ne dirais pas que nous avons l'intention de discuter la prolongation du plan Marshall d'aide ou quelque chose d'approchant, après 1952. C'est là une question très importante et il se peut sans doute qu'il faille l'étudier, mais je ne crois pas que cette conférence du Conseil de l'Atlantique-Nord l'étudie. Je pensais surtout à ce que nous serons en mesure de faire, à l'expiration du plan Marshall, pour prolonger le fonctionnement des rouages destinés à accroître la collaboration, établis en vertu de ce plan et qui se sont révélés si utiles. Je ne pense pas à l'aide que les pays de l'Amérique du Nord pourraient fournir à l'Europe après 1952, mais à ce qu'il adviendra à l'A.C.E. en Europe, à l'expiration du plan Marshall.

M. COLDWELL: En d'autres mots, la lutte contre le communisme exige essentiellement le maintien d'un état social satisfaisant dans les pays où le communisme a des chances de prendre de l'empire.

L'hon. M. PEARSON: Je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus.

M. COLDWELL: Est-ce pourquoi l'on a inséré l'article 2?

L'hon. M. PEARSON: Oui, il vise à la lutte contre le communisme, ainsi qu'à l'établissement, par la suite, de relations économiques plus étroites entre les pays signataires du traité.

M. COLDWELL: Je voulais dire ceci: nous pouvons lancer toute la propagande que nous voulons comme moyen de guerre psychologique, mais à moins que l'état social des pays ne soit satisfaisant, cela ne nous avancera guère.